Environmental Governance. The Challenge of Legitimacy and Effectiveness, Karl HOGL, Eva KVARDA, Ralf NORDBECK et Michael PREGERNIG, 2012, Northampton, MA, Edward Elgar, 313 p.

Pierre Woitrin

Volume 45, numéro 2, juin 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026601ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026601ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Woitrin, P. (2014). Compte rendu de [*Environmental Governance. The Challenge of Legitimacy and Effectiveness*, Karl HOGL, Eva KVARDA, Ralf NORDBECK et Michael PREGERNIG, 2012, Northampton, MA, Edward Elgar, 313 p.] *Études internationales*, 45(2), 322–324. <https://doi.org/10.7202/1026601ar>

ce processus est limité par la nécessité de renforcer la régionalisation et de rationaliser un droit international des investissements segmenté.

Somme toute, *La régionalisation du droit international* se révèle un ouvrage complet dont la complémentarité des contributions est apparente. Le livre nous apparaît utile pour ceux qui s'intéressent à la régionalisation en tant que phénomène juridique permettant la réalisation du droit international. Il l'est aussi pour ceux qu'intéresse le droit régional relatif à un champ ou à une région spécifiques. La lecture de cet ouvrage sera pour ces personnes l'occasion d'élargir leurs intérêts en constatant les nombreux dialogues qui s'établissent tant verticalement qu'horizontalement. Nous devons tout de même souligner des lacunes sur le plan de la présentation (coquilles, erreurs grammaticales, hiérarchisation des parties de texte ne correspondant pas à celles nommées par l'auteur dans le corps du texte) qui témoignent d'une relecture inadéquate, ce qui nuit à la qualité de l'ensemble.

Marie-Noël COLLIN
Université Laval, Québec

ENVIRONNEMENT

Environmental Governance. The Challenge of Legitimacy and Effectiveness

Karl HOGL, Eva KVARDA, Ralf
NORDBECK et Michael PREGERNIG,
2012, Northampton, MA,
Edward Elgar, 313 p.

La gouvernance de l'environnement est confrontée à l'avènement de

« nouveaux modes de gouvernance » (NMG) censés dépasser les problèmes rencontrés par les mécanismes classiques qui ont jusqu'ici gouverné ce que Hogg et ses collaborateurs nomment les « problèmes persistants » de l'environnement. Guidé par la poursuite de l'« efficacité » et de la « légitimité » de ces NMG, conditions de leur réussite, l'ouvrage *Environmental Governance. The Challenge of Legitimacy and Effectiveness* propose au lecteur averti de se pencher, à travers 14 chapitres (co)écrits par des chercheurs et professeurs européens, sur les trois « piliers » sur lesquels devrait reposer la gouvernance de l'environnement : la participation, la coordination et l'expertise. C'est d'ailleurs autour de ces trois thèmes que s'articule cet ouvrage collectif dans ses trois parties. Son objectif est donc de présenter et de discuter de manière critique les NMG par rapport aux attentes élevées que l'on a à leur égard dans différents secteurs de la politique environnementale et de la gestion des ressources, tout particulièrement en matière de biodiversité, de changements climatiques et de gestion des forêts. Les différentes parties de l'ouvrage, toutes intitulées « le défi de [...] » font directement connaître au lecteur la nature complexe, voire parfois contradictoire entre eux, des arguments avancés par les auteurs. Afin de guider le lecteur dans ce dédale critique, chaque partie est animée par la même structure : elle est entamée par une analyse des fondements théoriques et conceptuels de la question traitée, soit la participation, la coordination et l'expertise, avant d'entrer dans le vif du sujet – souvent à l'aide de cas d'es-pèce –, dans le cadre des chapitres qui la composent.

Dans la première partie de l'ouvrage, après avoir rappelé les fondements théoriques et conceptuels de la participation par l'intermédiaire de la littérature clé, ainsi que les motifs, les formes et les répercussions que peut avoir la participation sur la gouvernance de l'environnement, les auteurs procèdent à une analyse critique de la théorie de la participation aux NMG. Ils entendent ainsi mettre en lumière les conditions de la participation mises en avant ou oubliées par la littérature théorique et empirique jusqu'à présent (Jens Newig), exemplifier, par des études de cas, des méthodes pour mesurer les effets de la participation sur la légitimité et l'effectivité de NMG (Eva Kvarda et Ralf Nordbeck) et, enfin, opposer la façon dont les deux principales conceptions de la démocratie, à savoir la démocratie participative et la démocratie délibérative, reçoivent ces NMG (Tove E. Boon *et al.*).

De la même façon, la deuxième partie se propose de rappeler le cadre conceptuel dans lequel s'inscrivent et se complètent les questions de coordination et d'intégration des politiques environnementales (Karl Hogl et Ralf Nordbeck), pour ensuite expliquer, grâce à l'exemple des parcs nationaux grecs, le rôle d'une gestion décentralisée comme facteur d'amélioration de la coordination et collaboration intersectorielle (Kostas Papageorgiou *et al.*). On y indique ensuite quels sont les facteurs commandant la réussite de l'intégration de politiques intersectorielles dans les programmes de développement rural en Allemagne (Lukas Giessen), puis on explique les enjeux et les limites de la *soft law* comme moyen de coordination des politiques dans le contexte de la gestion forestière

à l'échelle de l'Union européenne (Sabine Weiland).

La troisième partie clôtur le triumvirat de la gouvernance de l'environnement selon Hogl *et al.* en s'intéressant à un élément caractéristique de celle-ci : l'intégration de l'expertise scientifique à la prise de décision en matière environnementale. Après avoir donné l'état théorique et conceptuel des grandes questions liées à la relation entre science et politique, telles que la communication entre ces deux champs, la validité, la crédibilité et l'effectivité du discours scientifique ainsi que les attentes de celui-ci pour la gouvernance de l'environnement et les modèles d'intégration science-politique proposés par la littérature (Michael Pregernig et Michael Böcher), on suggère au lecteur de déconstruire le modèle du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat pour réfléchir sur les raisons qui ont fait de cet organe d'experts onusien une « ressource politique » plutôt qu'un organe d'experts apolitique (Silke Beck). Alors qu'il a été démontré dans la première partie que la gouvernance environnementale devrait tendre à être plus participative, l'avant-dernier chapitre de l'ouvrage montre en quoi l'intégration de la science et de l'expertise aux processus de prises de décision peut avoir des conséquences adverses (Dorthe H. Lund). Finalement, ce qu'il faut entendre par « fiabilité » (notre traduction d'« *accountability* ») du discours scientifique en fonction des acteurs (scientifiques, publics ou politiques) qu'elle implique et les enjeux de son institutionnalisation font l'objet d'une rigoureuse analyse mise en contexte dans le cadre d'un projet de recherche allemand sur l'adaptation de la gestion

forestière au regard des changements climatiques (Sabine Storch *et al.*).

Destiné au lecteur à qui le fonctionnement des processus de gouvernance et leur réception en sciences politiques sont familiers, cet ouvrage collectif met le doigt sur certaines des faiblesses qui ont marqué les mécanismes de gouvernance classiques appliqués à l'environnement et qui sont sans doute à l'origine de notre difficulté à enrayer certains de ses « problèmes persistants ». Il met cependant la lumière, par la même occasion, sur les moyens de dépasser ces problèmes par l'entremise des NMG. En faisant un retour en profondeur sur la littérature essentielle à la compréhension des enjeux d'effectivité et de légitimité de la gouvernance de l'environnement et en croisant celle-ci avec des analyses critiques et empiriques rigoureuses portant sur des enjeux spécifiques de cette gouvernance, l'ouvrage de Hogg *et al.* participe sans nul doute et de façon fort convaincante aux efforts de réflexion qui sont nécessaires à l'évolution des modes de gouvernance dans le contexte de nos sociétés contemporaines.

Pierre WOITRIN
Université Laval, Québec

**The Race for What's Left.
The Global Scramble
for the World's Last Resources**

Michael T. KLARE, 2012, New York,
Metropolitan Books, 320 p.

The Race for What's Left : The Global Scramble for the World's Last Resources, de Michael T. Klare, est une suite logique aux treize livres précédents de l'auteur. Klare désire ici attirer

l'attention sur la gravité de la crise de l'épuisement des ressources et sur la course globale qui s'est enclenchée au sein des États et des sociétés privées pour accaparer ce qui reste de celles-ci. Afin de bien cerner la problématique de l'épuisement des diverses ressources, l'auteur montre dans le premier des sept chapitres de son livre l'évolution historique de l'exploitation et de l'usage mondiaux des ressources. Dans les six chapitres qui suivent, il traite directement des ressources (le pétrole et le gaz en eaux profondes, l'Arctique, les hydrocarbures non conventionnels, les ressources minières traditionnelles, les terres rares et les minerais critiques, puis l'accaparement mondial des terres). L'ouvrage de Klare se termine sur la vision qu'a l'auteur de la possible trajectoire du futur des ressources. Il s'inscrit dans le discours sur la pénurie des ressources naturelles et la question de la sécurité globale, ce qui s'explique bien par le fait que l'auteur est le directeur du Five College Program in Peace and World Security Studies à Amherst, Massachusetts.

Dès les premières pages de l'ouvrage, la thèse principale de l'auteur est mise en avant. Que ce soit sur terre ou en mer, la recherche est la même : avec les lieux d'extraction existants qui s'épuisent, notre approvisionnement en ressources essentielles devra de plus en plus venir d'endroits risqués pour des raisons géographiques, géologiques, politiques, ou une combinaison des trois. Ainsi, tout au long de son livre, l'auteur montre que pour satisfaire une demande croissante, voire une surconsommation, en ressources, les gouvernements et les sociétés privées se voient contraints d'envisager l'exploration de nouveaux espaces. De plus,